

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 23 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **23 septembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Place de la Mairie – 51300 COUVROT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 17 septembre 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, DELCOMBEL, MATHIEU, DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. PETIT (suppléant de M. MALOU), CASTAGNA, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS (à partir de 19h20), DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, LOISELET, PASSINHAS, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mmes COLLIN (à partir de 18h35), VÉGA, JACQUEMOT, M. FONTAINE (jusqu'à 19h55), Mme COLSON, M. ROCH (jusqu'à 19h35), Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme GOUILLY, M. EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. NICOULEAUD, Mme PARNISARI, MM. VEBER, THIÉBAULT, Mme GUÉRY, M. COTTON, Mme FELICETTI, MM. LANTERNAT, MAUTRAIT, Mme KARCENTY, M. CHAVEROU, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, GONTHIER, HMISSI, CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MM. DUCHÊNE, ERRE.

Absents : M. TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. NICOULEAUD, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. CASTAGNA,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. COTTON, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DESCHAMPS,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS (à partir de 19h20),
- ✓ M. CHAVEROU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. BOUQUET (jusqu'à 18h35),
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir Mme JACQUEMOT,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ M. FONTAINE donne pouvoir à M. BOUQUET (à partir de 19h55),
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. MOUTON (à partir de 19h35),
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE (jusqu'à 19h55),
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme BAUMEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier DELCOMBEL.

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

**TABLEAU DES EFFECTIFS
CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES
SUITE AU PROCESSUS PROMOTIONNEL
ET AUX MOUVEMENTS DU PERSONNEL**

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Les agents de la fonction publique territoriale ont la possibilité d'évoluer professionnellement sous certaines conditions définies dans le statut, notamment à travers la réussite à des concours, des examens, ainsi que par l'avancement de grade et la promotion interne.

La Communauté de communes s'engage à reconnaître et valoriser les compétences de ses agents en leur offrant des opportunités de promotion, leur permettant ainsi d'assumer des responsabilités à des niveaux supérieurs. Cette démarche concerne plusieurs agents qui, depuis de nombreuses années, font preuve d'un service de qualité et d'un fort engagement envers le service public.

Il appartient à l'autorité territoriale de promouvoir ces fonctionnaires à de nouveaux grades. Cependant, pour procéder à ces nominations, il est obligatoire de créer les postes correspondants, en l'absence de postes vacants au tableau des effectifs.

Dans ce contexte, nous proposons la création d'un nouveau poste qui permettra la nomination d'un agent à un grade supérieur en conformité avec le tableau annuel de la promotion interne.

Par ailleurs, il convient également de créer trois postes d'adjoints techniques suite à de nouveaux recrutements consécutifs aux départs à la retraite d'agents positionnés sur des grades d'avancement.

Le tableau ci-dessous présente les postes à créer :

Grades	Temps d'emploi	Quantité
Adjoint technique	Temps complet	3
Conseiller des activités physiques et sportives (APS)	Temps complet	1
Nombre de postes à créer		4

De plus, dans le cadre des avancements de grades, promotions internes, réussites à des concours, changements de filière, départs ou retraites, le Conseil communautaire a précédemment délibéré sur la création de postes afin de permettre la nomination des agents à de nouveaux grades. Pour mettre à jour le tableau des effectifs, il est désormais nécessaire de supprimer les postes libérés par ces nominations (voir tableau ci-dessus). Ces suppressions ont été approuvées par le Comité Social Territorial le 10 septembre 2025.

Grades	Temps d'emploi	Quantité
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Temps complet	2
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Temps non complet à 29.50/35°	1
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	Temps complet	2
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	Temps non complet à 30.31/35°	1
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	Temps non complet à 33.63/35°	1
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	Temps non complet à 25.50/35°	1
Adjoint territorial d'animation de 2 ^{ème} classe	Temps non complet à 29/35°	1
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	Temps non complet à 34.25	1
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	Temps complet	1
Nombre de postes à supprimer		11

Aussi, mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 9 septembre 2025,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 10 septembre 2025,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ décider la création des postes suivants :

- 3 postes d'adjoints techniques à temps complet ;
- 1 poste de conseiller des activités physiques et sportives (APS) à temps complet.

2°/ décider la suppression des postes suivants :

- 2 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps non complet à 29.5/35° ;
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps non complet à 30.31/35° ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps non complet à 33.63/35° ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps non complet à 25.50/35° ;
- 1 poste d'adjoint territorial d'animation de 2^{ème} classe à temps non complet à 29/35° ;
- 1 poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à temps non complet à 34.25/35° ;
- 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet.

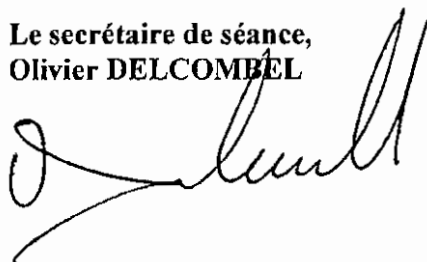
3°/ modifier et approuver, en conséquence, le tableau des effectifs annexé à la présente délibération ;

4°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les documents se rapportant à ces emplois ;

5°/ dire que les crédits nécessaires à ces nominations seront inscrits au budget 2025 et suivants.

La délibération est adoptée
à l'**unanimité** des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Olivier DELCOMBEL



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - **6 OCT. 2025**
et de la publication le - **6 OCT. 2025**
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.